

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

Auxerre, le 10/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

publié sur 

PERRENOT HERSAND

Zone industrielle de Salcy
89100 Gron

Références : 250016
Code AIOT : 0003302233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement PERRENOT HERSAND implanté Zone industrielle de Salcy Rue Nouvelle 89100 Gron.

La visite s'inscrit dans le cadre du PPC et de l'action nationale rétention A.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERRENOT HERSAND
- Zone industrielle de Salcy Rue Nouvelle 89100 Gron
- Code AIOT : 0003302233 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Le site de GRON, dépôt de bouteilles de gaz butane et propane, est exploité par la société Perrenot Hersand pour le compte de la société Butagaz. L'équipe d'exploitation se compose d'un chef de dépôt et de chauffeurs.

Le site dispose d'un récépissé de déclaration du 7 octobre 2014 actant une installation de stockage de récipients à pression transportables de gaz (bouteilles de GPL) pour une quantité de 49,9 t. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 21 novembre 2017, les installations relèvent désormais du régime de l'autorisation par antériorité, conformément aux dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
14	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
16	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 7.5	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	
4	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	
5	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	
6	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.3	
10	Aménagement des stockages	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.12	
11	Vérification périodiques des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.6	
12	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.11 et 4.11 et 5.7	
13	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.1	
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2	
17	Etude de dangers	AP Complémentaire du 08/03/2019, article 2.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'Inspection a mis en évidence une unique non-conformité, portant sur les hauteurs de portail. L'exploitant compte demander l'adaptation de cette prescription, en considérant que la vidéosurveillance (qui n'est pas prescrite) permet de réduire le risque d'intrusion de façon au moins équivalente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Actions nationales 2024 Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'exploitant indique ne stocker que des petites bouteilles de gaz liquéfié dont le contenu s'évapore rapidement en cas de fuite.

L'ensemble du site fait rétention et est doté d'un séparateur d'hydrocarbures.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024 Disponibilité et étanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Constats :

L'ensemble du site est pourvu d'un sol en bitume qui fait rétention et n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Le site est doté de 3 obturateurs avec des consignes affichées.

Quelques bidons de produits chimiques sont stockés sur bac de rétention sous abri.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024 Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Pas de rétention déportée.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V

Thème(s) : Actions nationales 2024 Tuyauteries de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.

Constats :

Pas de tuyauteries sur le site.

Respect de la prescription : Prescription inadaptée

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26

Thème(s) : Actions nationales 2024 Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques n^{os} 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Pour les sites autorisés après le 1^{er} janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :

- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers,

ou

- est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

Le site n'est pas soumis à cette prescription car il ne contient pas de produits toxiques et moins de 49,9 t de matières dangereuses (le seuil d'application est à 200 t).

Respect de la prescription : Prescription inadaptée

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Actions nationales 2024 Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.

Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site n'est pas soumis à cette prescription.

Respect de la prescription : Prescription inadaptée

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

N° 7 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2024 Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant dispose d'un inventaire papier mis à jour quotidiennement et entré dans son système informatique.

Le logiciel indique le jour du contrôle 27,726 t sur site (en distinguant le stock en rack et sur camion) réparti en butane pour 18,4 t et propane pour 9,4 t.

Ce calcul est réalisé à partir du nombre de bouteilles (de 7 sortes) combiné à leur volume unitaire.

Le logiciel ne dispose pas d'alerte a priori sur le dépassement de seuil, mais les approvisionnements tiennent compte selon l'exploitant de la capacité disponible.

Les bouteilles en retour - normalement vides - sont estimées à 5 % de gaz.

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité papier, datant de 2016, du butane commercial et du propane commercial.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
Thème(s) :	Actions nationales 2024 Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.	
Constats : Des consignes de sécurité sont affichées dans le local. L'exploitant a mis à jour certaines consignes immédiatement après l'inspection.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives de gaz inflammable liquéfié mis en œuvre, stocké ou utilisé, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Constats :

Un plan faisant apparaître les zones à risques est affiché dans le local, avec mention des îlots (bouteilles pleines ou vides) et des bouteilles en composite ou autre. Il n'est pas fait de distinction entre butane et propane.

L'exploitant a complété le plan immédiatement après l'inspection en rajoutant explicitement le type de risque (incendie par défaut mais potentiellement aussi ATEX)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Rajouter explicitement le type de risque incendie (par défaut)

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.12

Thème(s) : Risques accidentels Aménagement des stockages

Prescription contrôlée :

« A. Stockage en récipients à pression transportables »

Les « récipients à pression transportables » ne sont pas entreposés dans des conditions où la température du gaz risquerait de donner naissance à une tension de vapeur supérieure à celle qui a servi de base au calcul de remplissage.

« Les aires de stockage sont délimitées et matérialisées au sol. »

Tout autour, sauf sur justificatif d'absence de dangers ou mise en place d'un mur coupe-feu visé au paragraphe 2.1 ci-dessus pour la partie du périmètre de stockage concerné, un aménagement est conçu (déclinaison du sol, réseau d'évacuation...) de telle sorte que des produits tels que des liquides inflammables répandus accidentellement ne puissent approcher à moins de 2 mètres de l'aire de stockage.

Si le dépôt est situé dans un local fermé, celui-ci présente en outre les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes : - murs REI 60 (coupe-feu de degré une heure) ; - toiture en matériaux légers, difficilement inflammables et sans autre bois apparent que les pièces de charpente, qui sont ignifugées.

Le sol de l'aire de stockage des « récipients à pression transportables » est horizontal, en matériaux de classe A1fl (incombustible) ou en revêtement bitumineux du type routier, et a un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant sur 25 % au moins de son périmètre afin d'éviter la stagnation du gaz dans une cuvette.

« Les aires de stationnement sont délimitées et matérialisées au sol. La disposition des lieux permet l'évacuation rapide des récipients à pression transportables et des véhicules en stationnement en cas d'incendie à proximité. »

« Dans le cas de récipients à pression transportables, ceux-ci sont stockés soit debout, soit couchés à l'horizontale. »

« Si ils sont gerbés en position couchée, les récipients à pression transportables situés aux extrémités sont calés par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet. »

Constats :

Les récipients à pression transportables sont exposés à température ambiante.

Le remplissage se fait à 55°, il est donc très peu probable que la température du gaz donne naissance à une tension de vapeur supérieure à cette température.

Les aires de stockage sont matérialisées au sol.

Le sol est en légère pente, ouvert de tous côtés sans risque d'accumulation.

Le stationnement des camions se fait près au départ, face à la sortie.

Les récipients à pression transportables sont stockés debout et pour un modèle à l'horizontale avec un dispositif de calage.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 11 : Vérification périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.6

Thème(s) : Risques accidentels Vérification périodiques des installations électriques

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont conformes à la réglementation en vigueur au titre de la protection des travailleurs. Cette vérification périodique porte notamment sur les prescriptions de l'article 2.8.

2.8. Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

En particulier, « les réservoirs », à l'exception des réservoirs enterrés sous protection cathodique, sont mis à la terre par un conducteur dont la résistance est inférieure à 100 ohms. L'installation permet le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur « avec le réservoir ».

Constats :

Le dernier contrôle électrique date du 8 mars 2024 avec une visite périodique "VGP" électrique faite par Veritas. Le certificat Q18 conclut à l'absence de risques d'incendie ou d'explosion.

Le site ne dispose pas de réservoirs, cuves, canalisations qui pourraient être mis à la terre.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 12 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.11 et 4.11 et 5.7

Thème(s) : Risques accidentels Isolement du réseau de collecte

Prescription contrôlée :

2.11 Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site l'écoulement accidentel de gaz liquéfié. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

4.11 « Les sols des aires dédiées au chargement et au déchargement des récipients à pression transportables sont en matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier :

5.7 Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accidents (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis selon les dispositions du point 2.11 se fait dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.

Constats :

Le site dont le sol fait rétention est doté d'un séparateur d'hydrocarbures.

En cas de pollution, le cas le plus probable est lié à un réservoir de véhicule, le site dispose de 3 obturateurs.

Ils feraient ensuite venir un prestataire pour évacuer la pollution.

Observation : le site ne dispose pas d'absorbant, ce qui n'est pas obligatoire. L'exploitant est invité à réfléchir à s'en doter.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.1

Thème(s) : Autre Surveillance de l'exploitation

Prescription contrôlée :

[...]

Complété par le chapitre 2 et l'article 2.3.1 de l' APC du 8 mars 2019:

Chapitre 2 : accessibilité au stockage

Le stockage de gaz inflammable liquéfié est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.

Article 2.3.1 Surveillance de l'exploitation

Pendant les heures d'ouverture, l'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

L'étude de dangers prescrite au chapitre 2.1 du présent arrêté propose la mise en œuvre, dans un délai inférieur à un an à compter de la notification du présent arrêté, d'un dispositif de surveillance de l'installation permettant, en dehors des heures d'ouverture, la détection de tout départ de feu sur les aires de stationnement et les aires de stockage, ainsi que les dispositifs ou actions de mise en sécurité et d'intervention adaptés.

A défaut, les dispositions suivantes sont applicables aux installations dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté :

En dehors des heures d'ouverture, l'exploitant met en œuvre une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance adaptée, permettant la détection de tout départ de feu sur les aires de stationnement et les aires de stockage. En cas de panne de la télésurveillance, le cas échéant, la surveillance de l'installation est assurée par gardiennage.

Les aires de stationnement peuvent être munies de dispositifs permettant l'extinction d'un feu de nappe de liquide inflammable avec déclenchement automatique. Une commande manuelle permettant le déclenchement de dispositifs d'extinction est alors installée suffisamment éloignée des aires de stationnement, de manière à être facilement accessible et manœuvrable en toutes circonstances.

Les installations équipées d'un tel dispositif sont dispensées de la mise en place de la télésurveillance ou du gardiennage des aires de stationnement définis ci-dessus.

L'exploitant définit une procédure à mettre en œuvre en cas de départ de feu sur l'installation. Celle-ci contient notamment :

- la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations
- les modalités d'appel de ces personnes compétentes ;
- les modalités d'appel et d'accueil des secours extérieurs au regard des informations disponibles et après levée de doute. Le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie ;
- les modalités de déclenchement d'un dispositif sonore permettant l'alerte du voisinage.

Constats :

Une boîte à clés est présente à l'entrée du site qui est fermée en absence de personnel.

Le site est sous vidéosurveillance gérée par Derichebourg Sécurité.

Le responsable du site est le chef de parc.

L'exploitant utilise le logiciel Noa pour la gestion des formations. Il inclut les certificats ADR de formation des chauffeurs.

Lors de l'inspection, un chauffeur était présent, son certificat ADR est valable jusqu'au 2/10/2027.

Un passeport de sécurité interne propre à Butagaz a été mis en place, avec renouvellement tous les 2 ans.

Celui du chef de parc est bien valable.

L'exploitant utilise le logiciel Deliver UP pour la gestion des stocks.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2

Thème(s) :Autre Contrôle de l'accès

Prescription contrôlée :

« I. Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables). [...]

Complété par l'article 2.3.2 de l' APC du 8 mars 2019:

L'accès aux récipients à pression transportables est rendu inaccessible par :

- une clôture grillagée d'au moins 1,80 mètre de hauteur, assortie d'un dispositif anti-intrusion de type concertina au sol ou tout dispositif équivalent, ou ;
- par un mur d'au moins 2,30 mètres de hauteur accompagné d'un dispositif anti-intrusion sur son dessus (type pique).

Les accès de la clôture ou du mur sont verrouillables et répondent à l'une des caractéristiques suivantes :

- hauteur minimale de 1,80 mètre, assortie du dispositif anti-intrusion de type concertina au sol ou tout dispositif équivalent ;
- hauteur minimale de 2,30 mètres, accompagnée sur le dessus d'un dispositif de lutte contre l'intrusion (piques...) ;
- hauteur minimale de 2,50 mètres sans dispositif de lutte contre l'intrusion.

L'exploitant définit et met en œuvre une procédure d'inspection des véhicules de transport de matière dangereuse à l'entrée du site, lui permettant de s'assurer que les conducteurs inspectent l'état de leur véhicule avant d'accéder à l'installation. Elle précise, qu'en cas d'anomalie (par exemple détection de chauffe anormale des essieux sur les véhicules équipés de témoins de chauffe) l'accès à l'installation n'est autorisé qu'après mise en œuvre d'actions correctives et autorisation formalisée de l'exploitant. Le conducteur actionne le coupe-batterie de son véhicule, s'il en est équipé, durant son stationnement. L'exploitant met en œuvre ces dispositions dans un délai maximum d'un an à partir de la notification du présent arrêté.

Constats :

Le portail a une hauteur actuelle inférieure à 2,5 m (hauteur mesurée : 2,1 m), et aucune concertina n'est installée.

L'exploitant a mis en place une vidéosurveillance et constate que seuls des picots de 5 cm sur le portail passeraient dans le guide sans devoir le refaire entièrement.

Les chauffeurs s'arrêtent à l'entrée pour effectuer une vérification en 6 points, incluant l'état des pneus et l'absence de surchauffe.

La formation d'accueil des chauffeurs conduit à un "pass" sécurité qui est dans chaque camion. Il contient un volet spécifique sur les procédures avant l'accès aux sites industriels.

Le formation des chauffeurs n'est actuellement pas formalisée de manière globale pour le site.

L'accès est réservé uniquement aux camions et chauffeurs habilités (validation annuelle après 3 semaines de formation spécifique par Butagaz).

Des consignes spécifiques sont disponibles au local et dans chaque véhicule, référencées BTZ 61112 : consignes générales pour le transport de GPL.

Certains capteurs du camion, demandés par le client, sont vérifiés tous les mois avec un tableau de

suivi dédié.

L'exploitant a imprimé le formulaire existant d'autorisation d'accès suite à un signalement d'incident. Il a mis à jour la procédure d'appel pendant l'inspection.

En cas d'incident, le chauffeur est responsable d'appeler le dépôt.

La procédure CO 032 C interdit l'accès à toute personne portant un téléphone portable. L'Inspection s'interroge sur l'application pratique de cette interdiction (qui reste pertinente).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois d'exposer les mesures alternatives qu'il compte prendre et de demander dans ce cadre d'adapter les prescriptions.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

« I. L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation, et est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

« II. [...] « Les aires de stationnement peuvent être munies de dispositifs permettant l'extinction d'un feu de nappe de liquide inflammable avec déclenchement automatique. Une commande manuelle permettant le déclenchement de dispositifs d'extinction est alors installée suffisamment éloignée des aires de stationnement, de manière à être facilement accessible et manœuvrable en toutes circonstances.

« Les installations équipées d'un tel dispositif sont dispensées de la mise en place de la télésurveillance ou du gardiennage des aires de stationnement définis au point 3.1.

« B. Stockage en récipients à pression transportables »

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg », situés à moins de 20 mètres du stockage ; - pour les stockages de capacité déclarée contenue dans les « récipients à pression transportables » supérieure à 15 tonnes, d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. « Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant. »

[...] « Pour les installations déclarées avant le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures, à partir du 1er septembre 2019. » [...]

Constats :

Le site dispose de 7 extincteurs à poudre : 6 de 9 kg et 1 de 50 kg.

Les distances sont conformes à ce qui est prescrit.

La dernière vérification date du 18 juin 2024 par Eurofeu. Le rapport n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 16 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 7.5

Thème(s) : Risques chroniques Déchets dangereux

Prescription contrôlée :

Les déchets dangereux sont « gérés » dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) est tenu à jour.

L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier « leur gestion ». Les documents justificatifs sont conservés trois ans.

Constats :

L'exploitant utilise Trackdéchets.

L'exploitant indique ne pas produire de déchets dangereux sur son site.

Après remarque de l'Inspection, il convient pouvoir avoir des boues issues du séparateur d'hydrocarbures classées 13 05 08* (c'est le cas par exemple sur un autre site du groupe, qui a fait une expédition le 5 décembre 2024).

Observation : l'exploitant est invité à prévoir le contrôle de son séparateur et à identifier des exutoires.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 17 : Etude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2019, article 2.1

Thème(s) : Risques accidentels Etude de dangers

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 31/01/2020, l'exploitant élabore et transmet au Préfet, l'étude de dangers de ses installations, conformément à l'article L. 181-25 et définie à l'article D. 181-15-2-III du code de l'environnement.

L'étude de dangers est conforme à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'étude de dangers doit présenter les mesures organisationnelles et techniques de maîtrise des risques. Sous réserve de compatibilité du site avec son environnement, l'efficacité des aménagements proposés doit être justifié au regard des éléments de l'étude de dangers.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, une version informatique et une copie papier de ces documents en deux exemplaires, accompagnés le cas échéant de l'échéancier de mise en œuvre des nouvelles mesures.

Constats :

L'étude de dangers a été transmise le 27 mai 2020. Elle est au programme d'instruction 2025.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :